

Lutte de classe

Voici ce qui arrive quand on abandonne le terrain de la lutte des classes.

Cet article se compose de deux parties qui en principe sont liées, mais si la première ne vous intéresse pas ou vous répugne carrément, vous pouvez passer directement à la seconde.

En recevant avant-hier le numéro du mois de janvier de *La Raison* (n°537), le magazine de la Libre Pensée, alors que je n'y suis plus abonné depuis plusieurs années, bref, je l'ai parcouru distraitement en dix secondes pour y chercher un article sur l'agression israélienne contre Gaza : rien.

En réfléchissant un peu, je me suis dit que cette nouvelle agression de l'Etat sioniste avait démarré le 26 décembre et qu'ils n'avaient peut-être pas eu le temps d'incérer un article à la dernière minute sur ce sujet, pourquoi pas.

Habitué à recevoir régulièrement par Internet des communiqués de la Libre Pensée, alors encore une fois que je ne leur ai rien demandé, d'ailleurs je me refuse catégoriquement à les mettre en ligne, je me suis dit qu'il fallait que j'aille faire un tour sur leur site Internet pour vérifier qu'ils n'avaient pas pondu un article avant d'écrire une grosse connerie qui aurait pu passer pour le coup à raison pour une calomnie.

Là je tombe sur ce qui ressemble à un communiqué qui relate une réunion de la Commission Administrative Nationale de la Fédération nationale de la Libre Pensée, réunie à Paris les 10 et 11 janvier 2009, soit 17 jours après le début du massacre des Palestiniens. On peut dire qu'ils ont pris le temps avant de réagir comme s'il n'y avait pas urgence, et encore dans une rubrique intitulée "*articles populaires*" (sic !). Et que contenait-il, en voici le contenu :

Elle "se déclare horrifiée par les scènes de guerre qui se déroulent actuellement sur la bande de Gaza. Elle rappelle l'engagement permanent de la Libre Pensée contre les guerres et les massacres. Fidèle à l'internationalisme et aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle proclame que la guerre n'est jamais une solution pour arbitrer les conflits collectifs humains.

La Libre Pensée appelle à la cessation immédiate du conflit. Elle exige la fin des bombardements. Quand des militaires tuent des civils, c'est un crime de guerre."

On a envie de dire : le service internationaliste minimum !

Et encore, car pour qui sait lire, en appelant "*à la cessation immédiate du conflit*", ils renvoyaient dos à dos l'Etat sioniste responsable de ce massacre et les Palestiniens que le blocus imposé par Israël condamnaient à vivre comme des chiens pour les forcer à renoncer à leurs droits légitimes. En n'appelant pas à la fin du blocus imposé par Israël, cela laissait penser que les deux belligérants étaient ou pouvaient être à l'origine de ce conflit armé, ce que Bush ne manquera pas de dire ouvertement pour justifier son soutien à Israël, alors que la reprise des tirs de roquettes par le Hamas était justifiée par le blocus et soutenue par la population palestinienne de Gaza. Que ce soit une stratégie suicidaire, que les Palestiniens n'aient pas une conscience de classe leur permettant de déterminer la nature du Hamas et quoi qu'on pense de ce mouvement, il n'était pas permis de laisser planer un doute, d'autant plus qu'elle constituait une brèche dans laquelle tous les dirigeants du vieux monde allaient s'engouffrer, elle est même leur seule façon de pouvoir justifier leur soutien à Israël, niant au passage les droits des Palestiniens. Cela étant dit, une fois que le doute était installé, qu'ils exigent ensuite l'arrêt des bombardements, revenait ni plus ni moins à s'aligner sur la position de Sarkozy ou l'ONU et que vous avez tous en mémoire bien sûr.

C'est un crime de guerre, cela nous fait une belle jambe, hier aux infos sur TV 5 Monde Asie à 20h30, j'ai entendu la responsable de la Ligue internationale des droits de l'homme expliquer que pour que l'Etat israélien soit traduit devant le TPI, il fallait qu'un Etat porte plainte et qu'une organisation ou un citoyen ne disposait pas de ce droit, ajoutant qu'étant donné qu'aucun Etat ne s'était fait connaître pour porter cette plainte devant le TPI, les crimes de guerre commis par l'Etat israélien ne seraient jamais jugés.

Quant à la notion de " *conflits collectifs humains*", elle est tout aussi inacceptable, car ce n'est pas un pays ou un peuple toutes classes confondues engagé dans une guerre contre un autre pays ou un autre peuple toutes classes confondues, mais une guerre de classe décidée par la bourgeoisie israélienne contre les travailleurs palestiniens (et israéliens) qui est son principal réservoir de main d'oeuvre à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Etat israélien. Et si le gouvernement israélien a reçu le soutien des dirigeants des pays de la région ce n'est ni un hasard ni pour des prunes, puisqu'ils représentent la classe au pouvoir dans leur pays respectif.

La Turquie doit encore encaisser deux milliards de dollars par le biais de contrats commerciaux déjà signés avec Israël et elle n'entend pas les sacrifier pour la cause palestinienne, business is business. Il peut y avoir des manifestations tous les jours dans les plus grandes villes du pays, le gouvernement s'en tape. Dans d'autres pays, ils s'inquiètent, et du coup ils essaient d'instrumentaliser cette guerre avec l'aide des médias. C'est la culture politique des néo conservateurs américains.

Je crois comprendre pourquoi la Libre Pensée est restée si discrète sur ce conflit jusqu'à présent. J'ai deux explications ou hypothèses à vous proposer.

La première, j'ai encore en mémoire la page 15 du n° 805 d'*Informations ouvrières* du 2 août 2007 dans laquelle figurait l'hommage prononcé par Marc Blondel après la mort de madame Ida Boireau, épouse de feu Jean Boireau, et dont voici un extrait pour ceux qui ne l'auraient pas lu ou qui auraient une mauvaise mémoire, je vous préviens, c'est édifiant :

"Jean Boireau disparu en 1972, elle se rapprocha de ses origines, elle épousa en 1980 un militant de la première heure de l'Etat d'Israël, notre camarade Elieser Halévy. Elle partagera son temps entre Israël et la France. Sous son impulsion, fut créée l'association « Les syndicalistes amis de la Histadrout », à l'initiative d'Alexandre Hébert, Pierre Boussel, son ami et camarade de toujours — Pierre Boussel qui est au regret d'être absent aujourd'hui—, et moi-même. Notre idée était de faciliter les relations de la classe ouvrière afin de tendre vers la paix au Moyen-Orient et de mettre un terme à cette guerre télécommandée qui détruit la jeunesse et l'avenir de la Palestine et d'Israël. Halévy, le vieux révolutionnaire — disparu il y a une dizaine d'années — fit, notamment à l'occasion des congrès de la CGT-FO, quelques conférences pour sensibiliser les militants syndicalistes à la question."

On retrouvait une fois de plus le duo infernal Hébert-Lambert, le premier, ex-membre du bureau politique de l'OCI coopté par Lambert, ayant été finalement viré de FO si mes informations sont exactes, après avoir accepté un interview dans *Français d'abord* (le 6 octobre 1999), le magazine du Front national, initiative qui faisait suite à une très longue amitié avec des membres du FN. Je pourrais profiter de l'occasion pour dire un mot de l'hagiographe attiré d'A.Hébert, Joël Bonnemaïson (*Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales*, J. Bonnemaïson, éditions du Rocher - 1996).

Je cite un extrait du site Internet dont voici l'adresse <http://www.decadi.com> :

« 15/01/1999 - Licenciement par France Télévision de Joël Bonnemaïson, journaliste à FR3 Nantes, mis en examen en décembre 1998 après avoir avoué être l'auteur d'une lettre anonyme au Rédacteur en Chef de la station, l'accusant, entre autres, d'être un «dévoyé» et un «bouffon vénal». Ancien responsable local du Front National, intime avec Jean-Marie Le Pen (témoin de son mariage comme Alexandre Hébert, leader anarcho-syndicaliste de Force Ouvrière), auquel il sert de chauffeur lors de ses déplacements dans la région, Joël Bonnemaïson militant à FO depuis les années 70 est rédacteur en chef d'" Ouest syndicaliste ", le journal de FO en Loire-Atlantique. Affecté en Vendée à la demande de Philippe de Villiers (Libération du 01.02.99), Bonnemaïson est responsable national d'un des trois syndicats de journalistes FO, le Syndicat Général des Journalistes (SGJ), dirigé par Tristan Malle, réputé proche des trotskistes "lambertistes" du Parti des Travailleurs.

'Déjà par le passé, la rédaction a dû déplorer les agissements de M. Bonnemaïson et ses manoeuvres avec le Front national', selon une pétition de la rédaction. A l'occasion de la campagne électorale européenne de 1994, Joël Bonnemaïson avait par surprise reçu en direct Jean-Marie Le Pen à la place du responsable local du Front national. La direction de FR3 n'avait alors pas réagi malgré les protestations des organisations représentatives du personnel. »

Dans un autre site, j'avais trouvé un complément d'information sur A. Hébert :

« Dans (...) «l'Anarcho-syndicaliste» du 28 mars 1996, il commente l'élection de Mgr Jean-Marie Lustiger à l'Académie française en usant plus de sept fois du nom juif du prélat : Aaron Lustiger, ainsi que le font couramment «National Hebdo» et la plupart des journaux proches du Front national». Alexandre l'anar bras dessus bras dessous avec le chef d'extrême-droite ? On attend un vigoureux démenti. » (décembre 1997 - <http://www.lalettrealulu.com>)

Le démenti n'est jamais venu apparemment. On peut admettre à la limite que certaines informations figurant dans ces deux extraits soient fausses, mais devant l'accumulation de faits révélés et les sources citées, il était évidemment devenu impossible à Hébert de nier ses relations étroites avec des membres du FN, comme il était impossible que Lambert les ignore. Choisir un membre du FN pour rédiger sa biographie, vous avouerez que cela ne pouvait pas passer inaperçu. Bref, nous voilà en bonne compagnie !

Reprenons où nous nous étions arrêté.

Qu'est-ce qu'est l'Histadrout ?

Voici ce que j'ai trouvé sur le site Wikipédia :

« La Histadrout (Hahistadrout hachlalit shel ha'ovedim baeretz Israel) (Association générale des travailleurs de Eretz Israël) est le principal syndicat de travailleurs israéliens. Elle est affiliée à la Confédération syndicale internationale.

Sous l'impulsion de plusieurs personnalités dont David Ben Gourion et l'écrivain , Joseph Haïm Brenner, la Histadrout fut créé en décembre 1920 à Haïfa en tant que syndicat juif qui fournissait des services à ses membres: changement d'emploi, congés maladie payés, et d'autres avantages. Ses objectifs initiaux étaient de fédérer l'ensemble des travailleurs juifs de la Palestine sous mandat britannique, de favoriser leur installation dans le pays, de défendre les droits des salariés auprès des employeurs et de favoriser l'emploi d'une main d'œuvre juive par rapport à la main d'œuvre arabe bon marché. La Histadrout avait également son système de santé.

Son premier secrétaire général est David Ben Gourion, élu en 1921(il occupa ce poste jusqu'en 1935). Sous sa présidence, la Histadrout a fortement privilégié le nationalisme par rapport au projet de transformation socialiste (a l'époque l'association se nommait Organisation générale des travailleurs hébreux d'Eretz Israel). Il s'opposera toujours à ce que des travailleurs non-juifs (arabes) puissent être organisés au sein de la Histadrout. Il déclarait par exemple :

« Le régime socialiste et la commune ne peuvent avoir aucun intérêt pour nous dans ce pays si ceux qui les appliquent ne sont pas des travailleurs juifs. Nous ne sommes pas venus ici pour organiser qui que ce soit, et nous ne sommes pas ici pour répandre l'idée socialiste auprès de qui que ce soit. Nous sommes ici pour établir une patrie de travail pour le peuple juif »

En effet, ce n'est qu'à partir de 1962 que les arabes n'ont eu droit de devenir membre de l'organisation.

En 1925, la Histadrout publie le quotidien Davar.

En 1930, la Histadrout toujours dirigée par David Ben Gourion joue un rôle déterminant dans la fusion des deux grands partis de la gauche sioniste, le Achdut Ha'avoda et le Hapoel Hatzair donnant naissance au Mapai, l'actuel parti travailliste israélien.

De 1969 à 1973, le secrétaire général de la Histadrout sera Yitzhak Ben-Aharon. Sous sa houlette, l'organisation va s'émanciper et se lancer dans une action sociale indépendante du parti travailliste israélien.

La Histadrout comptait 4.400 membres en 1920, puis rapidement 8.394 membres en 1922. En 1927, elle revendiquait près de 25.000 membres, soit 75% des travailleurs juifs de Palestine. La Histadrout devint rapidement l'une des institutions les plus puissantes de l'État d'Israël, un vivier pour le mouvement travailliste sioniste et un pilier de la construction nationale. Enfin, un grand nombre d'entreprises et d'usines étaient sa propriété et elle devint le premier employeur du pays par le biais de sa branche économique, "Hevrat

HaOvdim" (Société des Travailleurs) qui possédait entre autres les plus importants conglomérats de l'industrie israélienne et la deuxième banque du pays, la "Bank HaPoalim" (Banque des Ouvriers).

En 1983, la Histadrout comptait 1.600.000 membres, ce qui représentait un tiers de la population israélienne et 85% des actifs. 170.000 membres étaient d'origine arabe.

Toutefois, l'importance de la Histadrout commença à décroître dans les années 1980 avec la libéralisation grandissante de l'économie israélienne. Elle reste toujours un acteur majeur de l'économie du pays.

En 2005, le dirigeant d'Histadrout Amir Peretz, est élu chef du Parti travailliste. »

Bref, une organisation typiquement sioniste, propriétaire de la deuxième banque d'Israël s'il vous plaît, quand on fait les choses, autant ne pas les faire à moitié.

Deux semaines à peine seulement avant que cet article paraisse dans *Informations ouvrières*, Marc Blondel avait été nommé Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée. Comme je vous l'ai dit plus haut, en lisant le communiqué de la LP du 11 janvier 2009, je n'ai pas pu m'empêcher de faire une relation entre son contenu et l'article dans IO d'août 2007. Certains me reprocheront sans doute d'avoir été fouillé dans les poubelles pour rédiger cette causerie, je leur répondrais que c'est la leur, chacun assume ses responsabilités et chacun a les amis qu'il se choisit.

Et ce n'est pas terminé, il me reste à aborder ma seconde explication ou plutôt hypothèse.

La LP et ses militants qui disposent apparemment de beaucoup de temps libres pour les causes, disons secondaires ou les combats inutiles, se sont lancés dans une campagne sans intérêt pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la Première guerre mondiale. C'est leur droit évidemment, je ne leur conteste pas, d'ailleurs je m'en fous complètement pour tout vous dire, car nous avons bien d'autres sujets prioritaires à traiter.

Ils se sont fendus d'une nouvelle démarche vers "*Monsieur le Président de la République*" en lui demandant d'exhausser leur vœux. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des visites rendus par le PT à Sarkozy ou Barroso, la lettre à de Villepin alors Premier ministre, etc. Sarkozy a pour ainsi dire réhabilité les fusillés pour l'exemple dans son discours du 11 novembre si vous vous en souvenez, d'ailleurs cela m'a bien fait marrer, car j'avais la campagne de la LP dans la tête. C'est vrai qu'on a envie de lui dire : bravo monsieur le président, merci de mettre fin à cette terrible et injuste humiliation car cela en était bien une, bon, maintenant vous envoyez des soldats pour massacrer le peuple afghan, vous soutenez Olmert, faisons abstraction de ces détails, on ne va pas se fâcher pour si peu, vous avez pu constater qu'on vous a épargné dans notre communiqué, s'il vous plaît faites-nous plaisir, allez au bout de votre engagement du 11 novembre, vous aurez la sympathie des Français, et nous de notre côté nos efforts seront récompensés, on en a tant besoin, les temps sont si durs pour tout le monde vous savez...

Allez, je vois bien que vous êtes en train de penser que j'exagère (encore une fois), en êtes-vous si sûr, avez-vous lu au moins la déclaration de Blondel du 11 novembre 2008 à Gentioux ? Non, alors, si vous l'avez lu vous sauriez que toute cette perte de temps, d'énergie et d'argent n'était destinée qu'à chanter les louanges de la "*mémoire nationale*", ça vous tente ce genre de truc, pas moi, cela me donne des crampes d'estomac et envie de gerber, les adeptes de Pantagruel m'en excuseront, mais peut-être que c'est le sort dramatique des Palestiniens qui me rend le plus malade.

Il y en a qui vont encore hurler à la calomnie, je leur réponds d'avance : c'est l'histoire de vos dirigeants, assumez ou alors demandez-leur des comptes, ou encore, engagez le combat contre leur politique et leur comportement. Si vous n'en avez pas le courage ou les moyens, que voulez-vous que je vous dise de plus, je ne peux rien de plus pour vous de mon côté. Croyez bien que je déplore au moins autant que vous le besoin d'écrire ces lignes, je ne suis pas au service d'une chapelle mais toujours de la même cause, j'allais écrire au service de la vérité, mais cela m'est impossible, ce serait faire preuve de manque de modestie, je préfère laisser cela à d'autres.

Le capitalisme a besoin d'être "*purgé*" disait récemment la ministre de l'Economie, le mouvement ouvrier aussi. Et puis, ne soyez pas fâchés, ne grognez pas, vous serez les premiers à en profiter, comme quoi je

me tiens à vos côtés, je souhaite que vous le compreniez et si tel n'était pas le cas, ce serait uniquement votre affaire. Si je crois, c'est dans l'intelligence humaine, son développement et son universalité.

Epilogue.

Un camarade à qui j'avais envoyé un brouillon de cet article m'a répondu en ajoutant ce qu'il appelle une *troisième hypothèse*, en fait la confirmation des deux premières.

« Voilà, à l'échelle locale, le POI est comme ailleurs très engagé dans les manifs unitaires sur Gaza. La Libre Pensée-POI localement très forte est par contre la seule force 'de gauche' absente... Et en fait non, pas la seule... (...) Mon hypothèse : la Libre-pensée est PS-compatible à propos de Gaza... Logique, c'est le passage obligatoire, le chaînon visible, entre le POI et le PS (au moins localement) ! »

Que les militants du POI soient totalement engagés dans cette bataille, je n'en ai jamais douté un seul instant évidemment. Je ne sais pas si la Libre Pensée est « compatible PS », une chose est sûr en revanche, c'est qu'elle est compatible démocrates et républicains !

Si Lénine et Trotsky ne supportaient pas plus les libres-penseurs que les francs-maçons, ce n'était pas par rapport aux valeurs qu'ils défendaient, mais par rapport au cadre et à l'orientation dans lesquelles ils les défendaient.

Au premier abord, on serait tenté de dire que ce n'est pas bien grave, que l'essentiel est de défendre ces valeurs, point barre. Alors pourquoi Lénine et Trotsky ne partageaient-ils pas cette appréciation et la combattaient-ils si féroce ? Parce qu'elle est le produit d'une incompréhension fondamentale de la lutte de classe du prolétariat et de son objectif, parce qu'elle tourne résolument le dos au marxisme.

La défense de la démocratie ou des valeurs républicaines ne nécessite pas forcément une conscience de classe, elle peut très bien se passer ou ne pas faire référence à la lutte des classes comme le montre très bien la Libre Pensée, or, tout combat qui ne se situe pas dans ce cadre, profitera finalement davantage à la classe dominante, pour la raison bien simple qu'elle est la seule à posséder une conscience de classe ou qu'elle est la seule classe à avoir conscience de ses intérêts, ce qui n'est évidemment pas le cas du prolétariat. Ce n'est évidemment pas pour rien que Sarkozy et l'ensemble des représentants du capital s'en réclament. C'est le b.a. ba, même pas du marxisme, mais de la lutte des classes, que ces militants ont oublié ou abandonné.

La démarche qui consiste de la part de militants qui se disent révolutionnaires à rechercher des prétextes pour se retrouver côte à côte avec des représentants de la bourgeoisie est condamnable. Qu'ils entretiennent des relations permanentes avec eux, l'est davantage encore.

Le devoir d'un révolutionnaire est au contraire de tout faire pour aider la classe à comprendre l'organisation sociale de la société, à comprendre que l'exploitation et l'oppression sont le produit de l'existence de la division de la société en deux classes sociales fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, dont les intérêts sont irrémédiablement inconciliables, et que tant que ces classes existeront le prolétariat devra combattre pour son émancipation.

Le combat pour la défense des valeurs démocratiques ne peut se concevoir pour un militant révolutionnaire, que dans la perspective politique d'abattre le régime en place, ce qui nécessite évidemment d'avoir rompu au préalable avec la bourgeoisie ou d'être indépendant vis-à-vis de la bourgeoisie, ses représentants, l'Etat et ses institutions.

Comme tout combat politique, le combat pour la défense des valeurs démocratiques doit avoir pour objectif de favoriser la rupture des liens et des illusions qu'entretient le prolétariat dans la bourgeoisie et le capitalisme, or, mener ce combat en associant les deux classes sans lui donner cette orientation, ne peut aboutir qu'au résultat inverse, il conduit à renforcer ces liens ou ces illusions.

Les meilleures intentions du monde peuvent se transformer en leurs contraires en l'absence de conscience de classe. L'humanisme sans conscience de classe sert finalement les intérêts de la bourgeoisie.

Je disais plus haut que cette attitude était le témoignage d'une incompréhension fondamentale de la lutte de classe du prolétariat et du marxisme, parce qu'elle s'appuie sur un postulat foncièrement opportuniste : la recherche permanente de résultats immédiats propre à l'état d'esprit du petit bourgeois.

Il n'y a pas à chercher bien loin pour en comprendre l'origine, elle est le résultat de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une direction révolutionnaire et de la survie du capitalisme.

A défaut de parvenir à construire le parti depuis plus de 60 ans, il leur faut des résultats concrets, palpables, du domaine du possible, de façon à pouvoir continuer d'exister politiquement, parce qu'ils ont perdu la foi dans la révolution prolétarienne. Quitte à continuer de militer, autant que cela serve au moins à quelque chose, etc. D'où en passant, la nécessité de disposer d'un parti qui soit adapté à cette nouvelle définition de la lutte de classe du prolétariat, ce qui constitue une révision fondamentale du marxisme et du léninisme. Elle ne date pas d'aujourd'hui, elle est en vogue depuis la disparition de Trotsky.

Et d'où vient cette déviation ? Pour l'essentiel, de l'incompréhension du développement du capitalisme au cours de la seconde moitié du XXe siècle, pour le reste, de l'abandon du marxisme au profit du réformisme bourgeois, ceci étant le produit de cela.

Très brièvement.

Pour l'essentiel, il était impossible qu'une révolution se produise sans une crise profonde du capitalisme qui remette en cause jusqu'à ses fondements comme nous l'a enseigné la lutte des classes du passé. Si on ne l'a pas compris ou qu'on l'a oublié ou sous-estimé, on en viendra à vouloir construire le parti dans une autre perspective, on partira désespérément à la recherche d'autres moyens, d'autres forces, pour le construire, pour finalement construire un tout autre parti que celui qui est et sera nécessaire au prolétariat pour prendre le pouvoir et vaincre la bourgeoisie. Au passage, ce n'était pas les principes du léninisme qui auraient dû servir de base à la construction du parti qui se seraient avérés inadaptés à la situation, mais bien l'orientation politique basée sur une analyse incorrecte de la situation qui a conduit à l'impossibilité de construire le parti ou tout du moins, les bases ou le cadre du parti.

Pour le reste, entérinant inconsciemment ce constat, je précise bien inconsciemment, parce que c'est à mon avis, à la fois la base de la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, et ce qui est à l'origine de l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui de l'analyser sérieusement, ce qui explique aussi la dispersion de nos forces, notre combat pour l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière n'était plus orienté dans l'objectif d'en finir avec le capitalisme et la domination politique de la bourgeoisie, sans entrer dans les détails, au fil des années cette orientation politique fut abandonnée, la conséquence immédiate en fut une plus solide subordination du prolétariat au capitalisme par le biais d'une collaboration de classes durable avec les différents appareils pourris des partis traditionnels du mouvement ouvrier et des syndicats, avec la bourgeoisie et ses institutions.

J'arrêterai là pour aujourd'hui, mais avant de terminer je voudrais vous soumettre une question à votre réflexion : selon vous, la formule, la classe ouvrière n'a rien à perdre mais tout à gagner à la disparition du capitalisme, est-elle encore valable aujourd'hui, si oui, dans quelle mesure, si non pourquoi, bien que cette dernière hypothèse paraisse incongrue ? Les différentes réponses qu'il est possible d'apporter à cette question ne sont-elles pas à l'origine de nos désaccords ? Ne méritent-elles pas qu'on les aborde et qu'on en discute ?